

LIBREVILLE, 7 décembre (Infosplusgabon) - Les dirigeants occidentaux exhortent souvent les pays africains à passer rapidement des combustibles fossiles aux sources d'énergie renouvelables. Ils semblent penser que les nations africaines peuvent passer aux sources d'énergie renouvelables assez facilement, comme si une bonne infrastructure énergétique était déjà en place.

Demander aux pays en développement d'ignorer le gaz naturel revient à leur demander d'ignorer la moitié de leur capacité de production d'électricité.

Mais ce n'est pas le cas en Afrique, où près de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité. Beaucoup trop de nos concitoyens ne peuvent pas acheter du lait dans un rayon réfrigéré, faire leurs devoirs après le coucher du soleil ou passer une radiographie à l'hôpital local. À l'heure actuelle, ces 620 millions d'âmes n'ont pas besoin d'électricité verte - elles ont besoin d'électricité, tout court. Il y a aussi les 900 millions d'Africains qui n'ont pas de combustible de cuisson propre. Pour eux, cuisiner avec du bois, du charbon de bois, voire des déchets, fait partie de la vie quotidienne. Il en va de même pour la marche, qui peut durer jusqu'à 20 heures par semaine, pour aller chercher ces combustibles, et pour les risques sanitaires considérables associés à l'inhalation de la fumée de cuisson. L'urgence même de ces situations exige que nous donnions la priorité à un réseau fiable et à tout le reste ensuite.

Des délais différents

Cette situation contraste avec celle du Royaume-Uni et des États-Unis, où la majorité des foyers sont alimentés en électricité depuis 1930 et 1960, respectivement. Actuellement, la Grande-Bretagne produit 41 % de son électricité à partir de sources renouvelables, et les États-Unis ont récemment vu leur production d'énergie renouvelable dépasser celle du charbon. Ces étapes sont dignes d'intérêt, mais il ne faut pas oublier que ces deux pays profitaient déjà de leurs réseaux basés sur les combustibles fossiles depuis près d'un siècle et qu'ils les

développaient. Ils ont passé des décennies à s'industrialiser et à construire des infrastructures solides avant de mettre en œuvre des politiques vertes efficaces. Je ne pense pas que chaque État africain doive suivre le même calendrier, surtout à mesure que les technologies renouvelables s'améliorent. Je demande toutefois aux pays industrialisés de longue date de tenir compte des grandes différences entre leurs paysages énergétiques et les nôtres.

Des besoins différents

De nombreux États occidentaux complètent leur réseau avec de l'énergie éolienne ou solaire, mais dépendent en fin de compte du gaz naturel, du pétrole ou du charbon. Prenons l'exemple des États-Unis, qui produisent 60 % de leur électricité à l'aide de combustibles fossiles et 21 % à l'aide de sources d'énergie renouvelables. La dure réalité demeure : Les combustibles fossiles restent plus fiables.

Jusqu'à quel point ? Le gaz naturel a un facteur de capacité de 65 %, ce qui signifie que les centrales au gaz fonctionnent à pleine puissance 65 % du temps. À l'inverse, l'éolien et le solaire fonctionnent respectivement à 36 % et 25 %. En d'autres termes, ces énergies renouvelables sont environ deux fois moins fiables que le gaz naturel.

Demander aux pays en développement d'ignorer le gaz naturel revient à leur demander d'ignorer la moitié de leur capacité de production d'électricité. C'est déclarer que les Africains méritent la moitié de l'énergie, la moitié du niveau de vie et la moitié de la sécurité de leurs pairs occidentaux.

Il est admirable et avant-gardiste que de nombreux États modernes complètent leurs réseaux avec de l'énergie éolienne ou solaire. Toutefois, lorsque les panneaux se fissurent ou que les parcs éoliens tombent en panne, leurs habitants ont le luxe de pouvoir se rabattre sur un réseau de combustibles fossiles sûr, fiable et bien établi. Il est beaucoup plus facile de rendre un réseau existant écologique que de construire un réseau vert à partir de zéro. Une fois que les Africains auront un accès universel à l'électricité, les conversations sur le climat seront mieux accueillies.

Des coûts différents

L'Afrique compte 70 % des nations les moins développées du monde. Un seul État - l'Afrique du Sud - est totalement industrialisé. C'est une chose d'entendre ces statistiques, et c'en est une autre de prendre des décisions sur le terrain d'un pays en développement. Je pense que de nombreux penseurs occidentaux talentueux et bien intentionnés ne sont tout simplement pas habitués à l'environnement fiscal dans lequel évoluent les dirigeants africains.

Prenons par exemple la logistique des panneaux solaires. Aux États-Unis, l'achat et l'installation d'un panneau peuvent coûter entre 15 000 et 35 000 USD, sans compter les coûts initiaux de réparation d'un toit qui n'est pas adapté à l'énergie solaire, les frais récurrents de nettoyage et d'entretien, ou le remplacement des panneaux tous les 20 à 30 ans.

Et pour les zones non développées, ces frais ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Même dans un scénario où chaque panneau est subventionné, leur transport (par des moteurs à essence, puisque nous ne disposons pas du réseau nécessaire aux véhicules électriques) jusqu'à leur destination devient ruineux - il n'y a pas de trains ou de routes fiables dans nos régions les plus pauvres. Les coûts de main-d'œuvre pour trouver des personnes capables d'installer, de réparer et de remplacer les panneaux s'accumulent également.

Une fois ces panneaux achetés, installés et réparés comme par magie, les plus gros problèmes subsistent : Le stockage et la transmission de l'énergie. Même les pays du premier monde n'ont pas surmonté les obstacles technologiques liés à la création de batteries fiables à long terme et à la transmission sur de longues distances pour les installations renouvelables. Le développement, et a fortiori la mise en œuvre, de cette infrastructure entraînera des dépenses faramineuses, même pour un pays industrialisé.

Je ne dis pas cela pour décourager les solutions solaires dans leur ensemble - la technologie a un grand potentiel pour l'Afrique, qui contient 60 % des meilleures ressources solaires du monde. Ce que je veux dire, c'est qu'à l'heure actuelle, l'utilisation généralisée des énergies renouvelables n'est pas réaliste pour la plupart des pays en développement. Notre capital est limité et nous devons l'investir dans des solutions plus éprouvées.

Des investissements différents

Attirer des investissements étrangers en Afrique est déjà difficile dans les meilleures circonstances. Malgré l'énorme potentiel de nos ressources naturelles et la croissance de notre population, les investisseurs mettent souvent les projets africains sur la sellette en premier. Comme nous le soulignons dans notre rapport sur les perspectives pour 2024, le ratio entre les investissements réels dans des projets de création d'entreprises et les investissements potentiels reste inquiétant. Et ces chiffres ne concernent que les investissements dans l'exploration des combustibles fossiles, qui ont fait leurs preuves - verser des milliards de dollars de capitaux uniquement dans les énergies renouvelables est une entreprise encore moins réalisable. En ce qui concerne les énergies renouvelables, nous avons affaire à une technologie relativement fragile et peu fiable, ainsi qu'à des coûts de démarrage élevés, à une infrastructure médiocre et à des besoins énergétiques urgents.

Pour les activistes qui refusent de croire à cette réalité économique, je les invite à relire les engagements financiers pris par les pays développés lors de la COP15. Les nations riches ont reconnu les défis de transition auxquels sont confrontées les nations en développement et se sont engagées à verser 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour les aider à lutter contre le changement climatique. Treize ans plus tard, la valeur réelle des dépenses s'est élevée à environ 24,5 milliards de dollars. Les promesses en matière de climat ne survivent pas souvent au premier contact avec un chéquier.

L'énergie solaire, éolienne, hydroélectrique, l'hydrogène vert et l'énergie géothermique ont un rôle vital à jouer dans l'avenir de l'Afrique, mais il est ridicule de suggérer que nos pays en développement se tournent à 100 % vers les énergies renouvelables avant que les pays occidentaux n'y parviennent les premiers. Nos situations humanitaires, infrastructurelles et financières actuelles exigent des solutions concrètes qui récompenseront les investisseurs.

Le gaz naturel a alimenté les épiceries, les hôpitaux et les écoles de l'Occident pendant des décennies - utilisons nos abondantes réserves pour faire de même.

Priorités

Les dirigeants mondiaux ont vu environ 2,3 millions de personnes mourir chaque année du COVID-19 et ont agi en conséquence. Des pans entiers de la planète se sont verrouillés pendant des mois, ont fermé des entreprises et ont modifié leurs habitudes sociales.

Aujourd'hui, les nations continuent de consacrer des millions de dollars à la modernisation de leurs infrastructures de santé publique. Les décideurs politiques préconisent des changements dans la médecine, le droit et même la culture pour faire face à la crise.

Pendant ce temps, environ 1,1 million d'Africains meurent chaque année des suites de l'utilisation de combustibles de cuisson dangereux. En d'autres termes, entre 2020 et 2023, les combustibles dangereux ont causé au moins deux fois moins de décès que le COVID. Pourquoi les dirigeants mondiaux ne sont-ils pas plus nombreux à traiter la pauvreté énergétique avec une fraction de l'urgence, de la compassion et des ressources qu'ils consacrent à l'endiguement du COVID ?

En termes simples, la pauvreté énergétique est une crise humanitaire. C'est pourquoi les dirigeants africains continueront à plaider en faveur des solutions les plus pragmatiques possibles, en particulier le gaz naturel. Cette ressource abondante, propre et éprouvée reste notre meilleur outil pour lutter contre la pauvreté énergétique. J'invite les investisseurs à se tourner vers le gaz et j'encourage la communauté internationale à respecter l'engagement des dirigeants africains à utiliser tous les moyens possibles, y compris nos ressources pétrolières, pour répondre aux besoins des Africains.

* NJ Ayuk est le président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie

FIN/INFOSPLUSGABON/GHB/GABON2023

© Copyright Infosplusgabon

